



1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

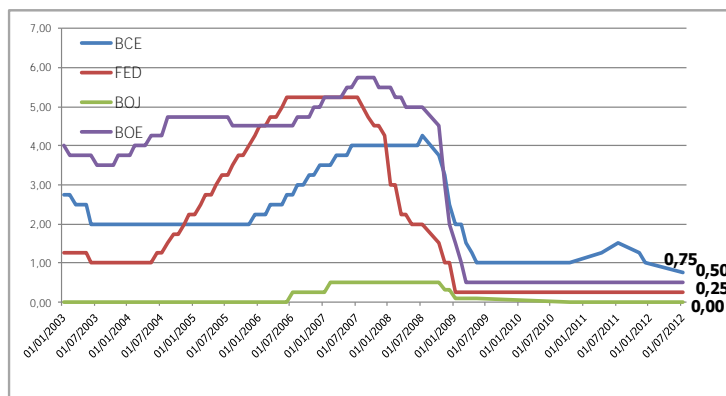
La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 4 octobre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des relèvements de la fiscalité indirecte intervenus dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % en 2012, mais revenir en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine (...). La croissance économique devrait rester faible dans la zone euro, sur fond de tensions persistantes sur certains marchés financiers de la zone euro et d'incertitude élevée qui continuent de peser sur la confiance et le climat des affaires. La décision prise sur les opérations monétaires sur titres (OMT), a contribué à alléger les tensions au cours des dernières semaines, atténuant ainsi les inquiétudes quant à la matérialisation de scénarios néfastes ». M. Draghi a par ailleurs salué la proposition de la Commission européenne du 12 septembre 2012 visant à établir un mécanisme de surveillance unique pour les banques auquel sera associée la BCE. Il a précisé que « le Conseil des gouverneurs considère un tel mécanisme comme l'un des piliers fondamentaux d'une union bancaire et l'un des jalons essentiels sur la voie d'une véritable Union économique et monétaire ».

La Fed lance un nouveau plan de soutien à l'économie

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 13 septembre 2012 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Le Comité a par ailleurs lancé un nouveau plan de soutien à l'économie de 40 milliards de dollars par mois d'achat de dette immobilière, ce qui portera le montant total de ses interventions mensuelles à 85 milliards de dollars.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 3 011 000 fin août 2012, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+23 900 personnes). Sur un an, il croît de 9,2 % (+10,1 % pour les hommes et +8,3 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,9 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,4 % en août 2012, stable par rapport à juillet. Il était de 10,2 % en août 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,5 % en août 2012. Il était de 9,7 % en août 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois d'août

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,7 % en août 2012 ; sur un an, il croît de 2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,3 % en glissement annuel.

Hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et adopte un quatrième programme d'assouplissement quantitatif de 10 000 milliards de yens

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 19 septembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé de porter de 70 000 milliards de yens (700 milliards d'euros) à 80 000 milliards de yens (800 milliards d'euros) son programme d'achats d'actifs afin de relancer l'activité économique. En août 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,3 % sur un mois et de 4,3 % sur un an, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,3 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 1,8 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en baisse de 0,1 point par rapport à juillet. En août 2012, les exportations et les importations ont reculé respectivement de 5,8 % et de 5,4 % sur un an.

Le déficit commercial a atteint 7,5 milliards d'euros.

Actualité bancaire

Union bancaire européenne

Le 12 septembre 2012, la Commission européenne a proposé la création d'un Mécanisme de surveillance unique (MSU) pour les banques de la zone euro dans lequel la BCE sera chargée de superviser toutes les banques pour assurer la stabilité financière de la zone. Les autorités nationales continueront à jouer un rôle important dans la surveillance courante des banques et dans la mise en œuvre des décisions de la BCE. Cette dernière devra rendre compte régulièrement de ses activités de supervision devant les Etats et le Parlement européen. La Commission a également proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) mette au point un « manuel de surveillance » unique pour les 27 pays membres de l'Union européenne. La Commission invite le Conseil et le Parlement à adopter ces mesures d'ici à la fin de 2012 afin que le MSU soit opérationnel dès le 1^{er} janvier 2013.

L'impact de la loi Lagarde sur la réforme du crédit à la consommation

Emmanuel Constans, Président du Comité consultatif du secteur financier, a remis le 24 septembre 2012 à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances, et à Benoît Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation, le rapport réalisé par le cabinet Athling sur l'impact de l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde. Ce rapport avait été commandé par François Baroin, précédent Ministre de l'Economie et des Finances, pour évaluer les conséquences de l'application de la loi, notamment sur le recours aux réserves d'argent et l'assainissement des pratiques commerciales des prêteurs. Le rapport souligne qu'en l'espace de 18 mois, le nombre de crédits renouvelables actifs a baissé de 16,5 % et les ouvertures de comptes ne suffisent pas à compenser les fermetures. Le nombre de transactions à crédit est en très fort recul. Le rapport note une évolution des pratiques des prêteurs mais relève des impacts financiers lourds sur leurs résultats.

Le rapport est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport-integral-athling-lcc.pdf>

Epargne réglementée

Les décrets portant relèvement du plafond du Livret A et le doublement du plafond du livret de développement durable ont été publiés au Journal Officiel de la République du 19 septembre 2012.

Outre-mer

Projet de loi de finances 2013

Les crédits alloués à la mission outre-mer dans le projet de loi de finances 2013 sont en hausse de 4,5 % en autorisation d'engagement à 2,2 milliards d'euros et de 5 % en crédits de paiement à 2 milliards d'euros. Le budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, la relance de l'investissement public, l'insertion professionnelle de la jeunesse et l'emploi.

Projet de loi « contre la vie chère »

Après son adoption au Sénat le 26 septembre 2012, l'Assemblée nationale a adopté le 10 octobre 2012 le projet de loi « contre la vie chère » en outre-mer. L'article 11 précise que le gouvernement peut par décret, définir les tarifs maximums que les établissements bancaires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française peuvent facturer aux personnes physiques résidant en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour 16 opérations bancaires. Pour consulter le dossier législatif :

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/regulation_economique_outre-mer.asp.

Une Commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, se réunira le 25 octobre.

Publications

1 – Epargne réglementée

Le rapport sur la réforme de l'épargne réglementée de Pierre Duquesne a été remis au Ministre de l'Economie et des Finances. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-duquesne-reforme-epargne-reglemente-2012.pdf>

2 – Protection du consommateur

La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation, le rapport de MM. Xavier Gabaix, Augustin Landier et David Thesmar du Conseil d'Analyse Economique a été remis à Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances et Benoit Hamon, Ministre délégué chargé de la Consommation.

Un projet de loi sur la consommation sera présenté au Parlement au début de 2013. Le rapport est disponible sur : <http://cae.gouv.fr/IMG/pdf/101.pdf>

3 - Grande distribution et concurrence en Nouvelle-Calédonie

L'Autorité de la concurrence a publié deux rapports relatifs aux « mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation en Nouvelle-Calédonie » et aux structures de contrôle en matière de concurrence en Nouvelle-Calédonie »

Les documents sont disponibles en téléchargement sur :

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/doc/rapport_nvle_caledonie_distrib.pdf

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/doc/rapport_nvle_caledonie_controle.pdf

2 – Actualité régionale

La croissance néo-zélandaise se maintient

Le PIB néo-zélandais progresse de 0,6 % au 2^{ème} trimestre 2012 contre 1,0 % au 1^{er} trimestre 2012. Le secteur de l'agriculture (+4,7 %) a contribué le plus fortement à la croissance grâce à une augmentation de la production de lait. L'activité dans le secteur du BTP a également été soutenue (+3,3 %), tirée par des projets de réalisation d'infrastructures (routes, ponts, etc.). Sur un an, le PIB progresse de 2,0 %, affichant la plus forte progression annuelle depuis mars 2008.

Ralentissement de la croissance des économies asiatiques

La Banque Mondiale prévoit un fléchissement de la croissance des économies des pays asiatiques et du Pacifique. L'institution estime qu'en 2012, le taux de croissance moyen pour la région Asie-Pacifique s'élèvera à 7,2 % contre 8,2 % en 2011. Le PIB chinois devrait croître de 7,7 % en 2012, en baisse de 1,6 point sur un an. Néanmoins la banque prévoit une reprise de la croissance en 2013 grâce notamment à une demande intérieure plus vigoureuse (+7,6 % pour la zone Asie-Pacifique et +8,1 % pour la Chine).

L'Australie, 12^{ème} puissance économique mondiale

Malgré un contexte mondial défavorable, l'économie australienne demeure l'une des plus performantes des pays développés. Membre du G20, l'Australie affiche une croissance positive depuis 20 ans. Depuis 1991, le taux de croissance moyen annuel s'élève à 3,5 %. Selon le classement du FMI, l'Australie est la 12^{ème} puissance économique mondiale, devant la Corée du Sud, le Mexique et l'Espagne (l'Australie se classait en 2007 en 15^{ème} position). Cette croissance est, notamment, tirée par les investissements dans les secteurs miniers et gaziers.

3 – Brèves locales

XI^{ème} forum des PTOM-Union Européenne

Le 11^{ème} forum des Pays et Territoires d'Outre-mer s'est tenu, du 25 au 27 septembre, à Ilulissat au Groenland. Les PTOM regroupent 26 territoires ne faisant pas partie intégrante de l'Union européenne mais qui sont liés à des Etats membres (Danemark, France, Pays-Bas et Royaume-Uni). Le forum a réuni les représentants de l'Union européenne, des PTOM et des états membres afin de préciser la Décision d'association Outre-mer (DAO) pour la période 2014-2020. Ce document détaille les modalités des relations entre l'UE et les différents PTOM. A cet effet, une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna et du Chef du service de coordination des politiques publiques et du développement représentait le Territoire au Forum. La DAO pour la période 2014-2020 accentue en particulier le renforcement des partenariats en matière d'environnement.

Contrat social 2012-2016

Le Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ainsi qu'une mission de l'Assemblée territoriale ont été reçus à Paris le 2 octobre par le Ministre des Outre-mer, Victorin Lurel. Lors de cette rencontre, sept dossiers ont été étudiés dont le contrat social pour la période 2012-2016. Le contrat détermine les engagements de l'Etat et du Territoire en matière d'aide aux personnes âgées et handicapées. La réunion portait principalement sur la répartition entre l'Etat et le Territoire du financement du contrat qui s'élève à 1,2 milliard de F CFP. La participation de l'Etat devrait atteindre 960 millions de F CFP, soit 80 % du contrat.

IXème édition des Mini-jeux du Pacifique

L'évènement se tiendra en septembre 2013 sur différents sites de l'archipel. Cette manifestation offrira une opportunité exceptionnelle de promouvoir le Territoire et d'impulser l'économie (secteur du bâtiment, tourisme, etc.) L'évènement étalé sur une dizaine de jours réunira des sportifs de 22 Etats et territoires insulaires du pacifique autour de compétitions dans huit disciplines sportives. Le Comité organisateur dispose d'un budget de près de 380 millions de F CFP pour la réalisation de ces jeux. Une journée de rencontre et de présentation des Mini-jeux a été organisée un an jour pour jour avant le lancement de la compétition, pour présenter les disciplines et démarrer la campagne de recrutement des bénévoles indispensables à la réalisation de cette manifestation sportive.

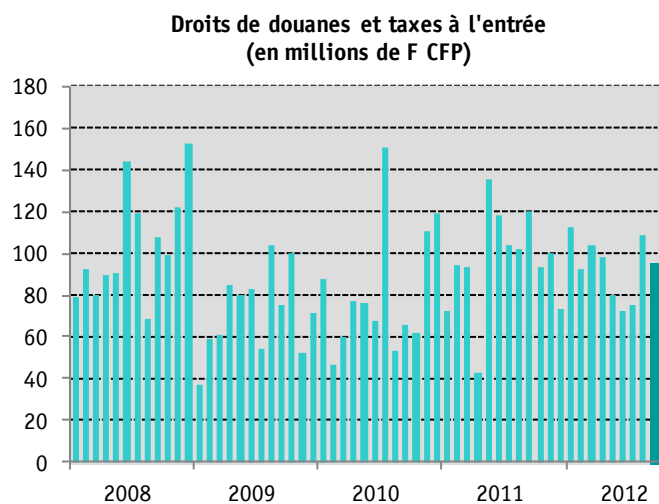
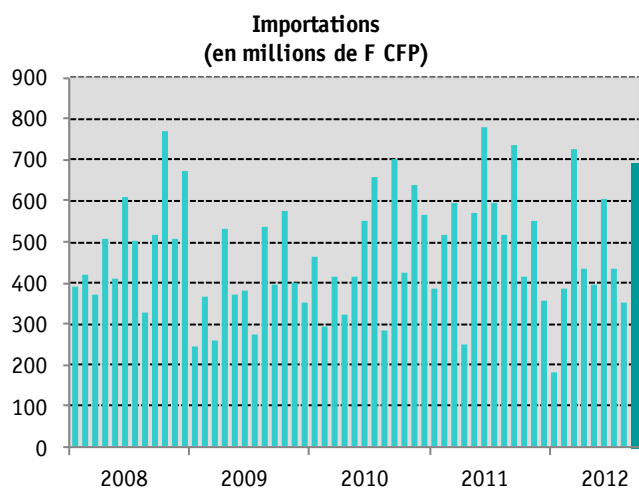
Publications

La note expresse n°167 Tendances Conjoncture Outre-mer du 2^{ème} trimestre 2012 est téléchargeable sur le lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne167_tendances_conjoncture_om_2t2012.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			2T 12	112,85	-	5,3%
SMIG mensuel en XPF			juil-12	86 109	-	4,7%
Nombre d'emplois salariés			déc-11	2 027	-	2,3%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	sept-12	690	96,8%	-	-5,9%
	cumulées	sept-12	4 205	-	-	-14,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-12	95	-12,9%	-	-20,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	sept-12	839	-	-	-4,9%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-12	332	-	-	6,9%
SECTEURS D'ACTIVITÉ						
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-12	1 502	-6,3%	-	-8,9%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-12	602	3,9%	-	-3,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-12	151	6,4%	-	-6,4%
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-12	2 962	40,4%	-	20,7%
	cumulé	sept-12	21 457	-	-	0,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-12	1 385	26,4%	-	15,4%
	cumulé	sept-12	10 140	-	-	-0,4%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-12	4	100,0%	-	33,3%
	cumulées	sept-12	27	-	-	3,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-12	13	85,7%	-	44,4%

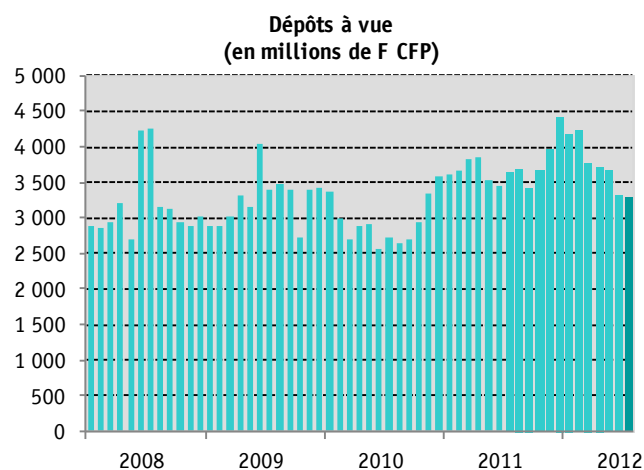
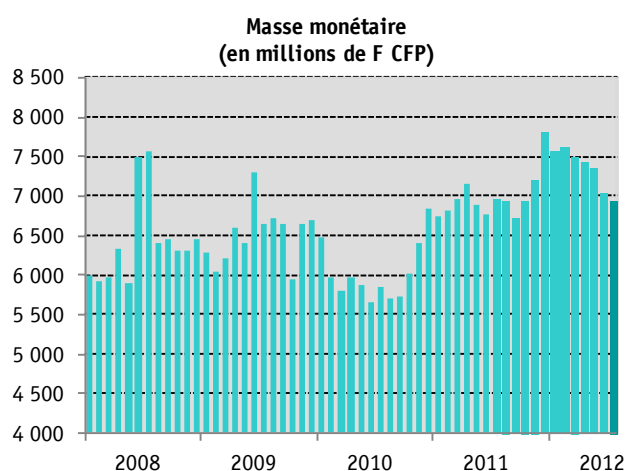
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la baisse des dépôts à vue



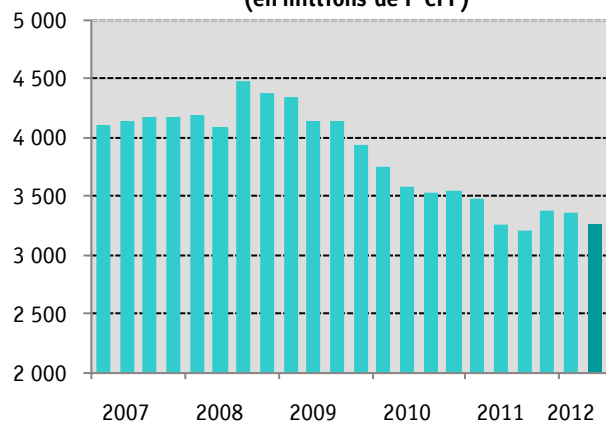
en millions de F CFP	juil-11	juin-12	juil-12	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 072	2 171	2 116	-2,5%	2,1%
Dépôts à vue	3 643	3 321	3 289	-1,0%	-9,7%
Total M1	5 715	5 492	5 405	-1,6%	-5,4%
M2-M1	583	551	557	1,1%	-4,6%
Total M3	6 951	7 028	6 947	-1,2%	-0,1%

Concours de caractère bancaire

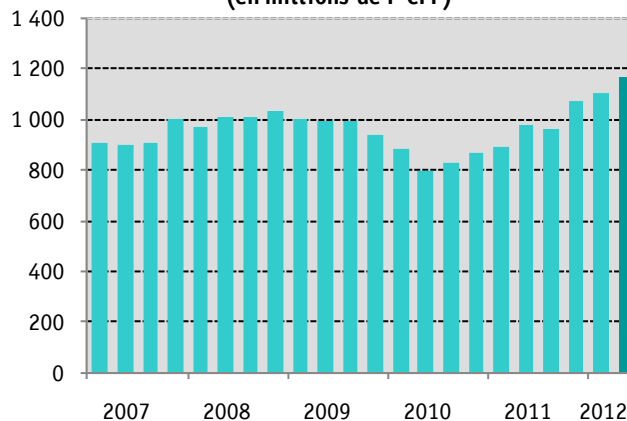
Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

en millions de F CFP	juin-10	juin-11	juin-12	▲ / an
Crédits de trésorerie	801	896	1 169	30,5%
Crédits à l'équipement	1 352	1 136	1 028	-9,6%
Crédits à l'habitat	418	353	401	13,8%
Autres crédits	243	207	159	-23,0%
Total encours sain	2 814	2 592	2 757	6,4%
Créances douteuses brutes	769	586	508	-13,3%
Total encours brut	3 583	3 178	3 266	2,8%

**Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)**



**Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)**

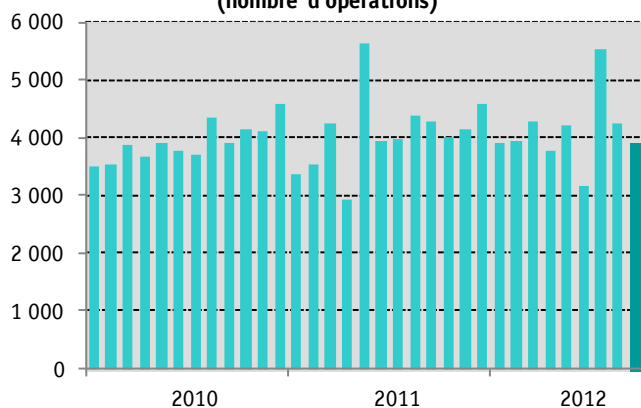


Compensation

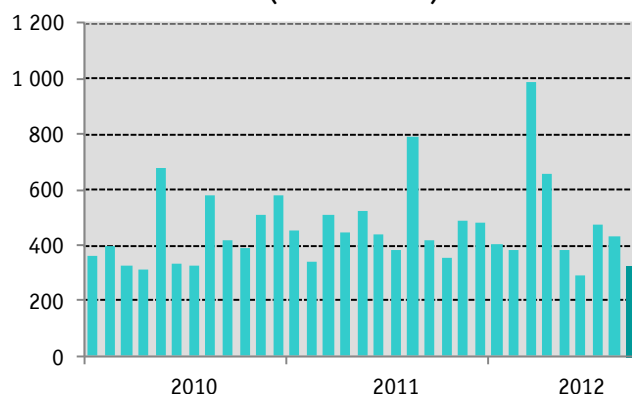
Fléchissement des opérations de compensation

	sept-11	août-12	sept-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 289	4 244	3 918	37 007	-7,7%	-8,7%
Compensation (en millions de CFP)	421	431	326	4 335	-24,4%	-22,6%

**En volume
(nombre d'opérations)**



**En valeur
(millions de XPF)**



Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement par chèque

en nombre	sept-11	août-12	sept-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	206	69	47	805	-31,9%	-77%
Retraits de cartes bancaires	1	0	0	10	-	-100,0%

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personne physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	429	422	417	-1,2%	-2,8%
- dont personnes physiques	421	411	406	-1,2%	-3,6%
- dont personnes morales	8	11	11	0,0%	37,5%

Cotation

Accroissement du nombre de cotation sur l'année

en nombre	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	17	38	37	-2,6%	117,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'I'EOM	3	11	10	-9,1%	233,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)				
	2eT	107,14	112,85	5,3%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	8	11	37,5%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	755	463	-38,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	91	20	-77,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	65	38	-41,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	-	-
dont secteur privé	décembre	841	-	-
dont secteur public	décembre	1 186	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	486	510	4,7%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	421	406	-3,6%
décision retrait cartes bancaires	septembre	9	10	11,1%
incidents paiements sur chèques	septembre	970	805	-17,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 332	1 136	-14,8%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	696	608	-12,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	232	250	7,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	62	82	32,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 942	4 205	-14,9%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 203	1 182	-1,7%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	septembre	882	839	-4,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	septembre	310	332	6,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	juillet	3 643	3 289	-9,7%
M1	juillet	5 715	5 405	-5,4%
M2	juillet	6 298	5 962	-5,3%
Dépôts à terme	juillet	652	985	51,0%
M3	juillet	6 951	6 947	-0,1%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 272	1 453	14,3%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	919	1 186	29,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	353	268	-24,0%
Entreprises	juin	1 033	978	-5,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	146	31	-78,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	847	754	-11,0%
Collectivités locales	juin	289	274	-5,4%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	80	52	-35,1%
créances douteuses brutes	juin	586	508	-13,3%
taux de créances douteuses	juin	18,0%	15,6%	-2,4 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 882	3 071	6,5%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	930	976	4,9%
Sociétés	juin	1 368	1 665	21,7%
Autres agents	juin	3 966	3 869	-2,4%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	27/09/2012	31/08/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
FONIA	0,0950%	0,1100%	- 0,015 pt	0,8170%	- 0,722 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1150%	0,1210%	- 0,006 pt	0,7820%	- 0,667 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,2210%	0,2780%	- 0,057 pt	1,0060%	- 0,785 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,4420%	0,5370%	- 0,095 pt	1,2270%	- 0,785 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,6900%	0,8050%	- 0,115 pt	1,5070%	- 0,817 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	27/09/2012	31/08/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,1003%	0,1104%	- 0,010 pt	0,4902%	- 0,395 pt	Définitions FONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,1190%	0,1320%	- 0,013 pt	0,8110%	- 0,692 pt	
EURIBOR 3 mois	0,2470%	0,3340%	- 0,087 pt	1,0220%	- 0,775 pt	
EURIBOR 6 mois	0,4850%	0,6080%	- 0,123 pt	1,2510%	- 0,766 pt	
EURIBOR 12 mois	0,7410%	0,8790%	- 0,138 pt	1,5260%	- 0,785 pt	
TMO	2,5100%	2,3900%	+ 0,120 pt	3,5900%	- 1,080 pt	
TME	2,3100%	2,1900%	+ 0,120 pt	3,3900%	- 1,080 pt	
TRBOSP	2,4800%	2,4100%	+ 0,070 pt	3,6500%	- 1,170 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	27/09/2012	31/08/2012	31/12/2011	27/09/2012	31/08/2012	31/12/2011	27/09/2012	31/08/2012	31/12/2011
taux JJ		0,100%	0,095%	0,110%	0,100%	0,100%	0,035%	0,575%	0,575%	0,555%
3 mois		0,525%	0,270%	0,680%	0,192%	0,194%	0,140%	0,905%	0,510%	1,100%
10 ans emprunts phares		1,640%	1,600%	1,870%	0,790%	0,810%	0,980%	1,720%	1,470%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	13,11%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de usure
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	92,2906	1 NZD/XPF	76,8098	1 HKD/XPF	11,9025	1 GBP/XPF	149,5198	
100 JPY/XPF	118,8918	1 AUD/XPF	96,2663	1 SGD/XPF	75,2977	100 VUV/XPF	99,3047	1 FJD/XPF	52,3706